

ETUDE DES PERSPECTIVES A LONG TERME EN AFRIQUE DE L'OUEST

POPULATION, ESPACE ET DEVELOPPEMENT

Résumé des conclusions à l'issue de la première phase

INTRODUCTION

1. Cette étude des perspectives à long terme en Afrique de l'ouest, mise en oeuvre dans le cadre de la cellule BAD/OCDE Cinergie, a pour principal objectif de renforcer la coopération au sein de la région et d'en renouveler les approches. Elle intervient après une série d'études prospectives de grand intérêt : le plan d'action de Lagos (OUA, 1981), le Sahel face aux futurs (Club du Sahel, 1987), les perspectives à long terme en Afrique sub-saharienne (Banque mondiale, 1989)... toutes études qu'elle espère enrichir à son tour par une approche complémentaire de celles déjà employées, en mettant spécialement l'accent sur les transformations de longue durée, à l'échelle régionale, et en particulier sur les modifications résultant de la transformation du peuplement.
2. Les promoteurs de cette étude sont en effet convaincus qu'il n'est pas possible d'agir de façon pertinente dans les pays de la région sans sortir du cadre strict des frontières nationales et des ajustements à court terme : l'Afrique de l'ouest est un espace de forte mobilité des hommes, d'interdépendance des économies et, partant, des processus de développement. Cet espace est en profonde transformation et ce n'est qu'à travers une bonne compréhension de ces changements structurels que l'on peut espérer renouveler les approches de la coopération régionale en Afrique de l'ouest.
3. A l'heure où plusieurs Etats africains se lancent, sous l'égide du PNUD, dans des réflexions de prospective nationale, cet exercice régional devrait également leur permettre de mieux prendre en compte les interdépendances de long terme au sein de la région.
4. La région retenue, composée de 19 pays¹, forme un système hétérogène et complexe. L'étude propose d'aborder ce système sous l'angle de la dynamique de peuplement, c'est-à-dire de la croissance du nombre d'habitants et de leur redistribution dans l'espace régional. En effet, la région connaît une croissance démographique sans équivalent dans l'histoire : la région est passée de 40 millions d'habitants en 1930 à 200 millions en 1990, et les projections disponibles indiquent qu'elle devrait encore doubler d'ici 2030. Ainsi, en l'espace d'un siècle, la population régionale devrait plus que décupler... Cette croissance démographique représente, par sa rapidité, un facteur majeur de déstabilisation et de restructuration; elle oblige la région à évoluer et impose son *tempo* aux évolutions nécessaires.

¹ Ces 19 pays sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Côte d'Ivoire, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, RCA, Sénégal, Sierra Leone, Tchad et Togo.

5. Cette croissance démographique rapide s'accompagne nécessairement de flux migratoires intenses, dont l'une des manifestations est l'urbanisation. Ces flux traduisent une adaptation des individus et des groupes aux changements qui affectent la région. L'évolution du peuplement dépend évidemment du contexte économique et politique, qu'elle contribue en retour à modifier en profondeur.

6. Les stratégies et politiques des Etats comme des agences de coopération ont largement ignoré les mutations qui se sont passées sous leurs yeux. Très peu de choses ont été faites pour comprendre et influencer sur ces évolutions dans une perspective de long terme. Pourtant, faute d'une prise de conscience des dynamiques en cours, faute de politiques adaptées, les risques de crise dans la région sont aujourd'hui considérables.

7. Cette étude tente de mieux comprendre les mécanismes à l'oeuvre dans la transformation actuelle du peuplement. Il ne s'agit pas pour autant d'une recherche démographique isolée. Au contraire, les auteurs ont souhaité mettre en évidence l'intime interdépendance des diverses dimensions du système régional. Trois axes de lecture complémentaires sont utilisés pour mieux comprendre, en lien avec les dynamiques de peuplement, les transformations de la région : l'économie, la transformation de l'occupation de l'espace, les changements sociaux et politiques.

8. En résumé, l'étude se propose de répondre à trois questions fondamentales :

- où vivront les quelque 400 millions d'habitants que comptera l'Afrique de l'ouest d'ici une génération ? Dans quels établissements humains, avec quelles relations de voisinage et d'échanges ?
- quels seront les besoins exprimés par les diverses catégories de population, ainsi réparties dans l'espace régional ? Comment et dans quelle mesure ces besoins seront-ils satisfaits, sur la base de quels revenus, de quelles activités ? A quoi ressembleront les économies des pays de la région à cet horizon ?
- enfin, quelles stratégies auront dû être suivies, quelles politiques devraient être menées, quels investissements devraient être réalisés pour gérer l'installation des populations et aménager le territoire ? Quel type de peuplement peut-on envisager pour que la région soit effectivement "vivable" et propice au développement ? Quelles sont les variables-clés qui permettront à l'Afrique de l'ouest de tirer parti de ses possibilités ?

9. Cette étude est organisée en trois "boucles" ou itérations, chaque boucle constituant un exercice complet, incluant rétrospective, diagnostic et prospective. A la fin de chaque boucle, une synthèse est préparée et discutée. Cette discussion doit permettre de valider certains des résultats et orientations proposés et de décider d'en revoir d'autres au cours de la boucle suivante, d'identifier les compléments d'information à recueillir dans les limites des moyens de l'étude ainsi que les outils nécessaires pour formaliser la réflexion.

10. Cette procédure en boucles doit permettre aux destinataires de l'étude de suivre facilement l'avancement des travaux et de participer activement à la réflexion, de sorte que le produit final réponde au mieux aux préoccupations de ses destinataires : les décideurs des Etats ouest-africains et leurs partenaires (agences d'aide et de coopération).

11. Le texte qui suit est un résumé de la synthèse des travaux en fin de première boucle, dont le caractère reste essentiellement exploratoire. Il intervient après six mois d'une étude prévue pour durer deux ans. Il ne doit donc pas être considéré comme un produit fini, mais comme un moyen de concertation concrète entre les partenaires de l'étude.

EVOLUTION DU PEUPLEMENT

12. Dans les temps anciens, les relations extérieures de l'Afrique de l'ouest étaient dominées par le commerce transsaharien. Les populations se sont fixées le long des axes de ce commerce routier, là où des pouvoirs structurés ont assuré durablement stabilité et sécurité, sur des espaces ayant une certaine potentialité agricole ou pastorale. Les aires centrales des grands empires sahéliens (Ghana, Macina, Mossi, Haoussa...) mais aussi celles des petits royaumes et confédérations du sud Nigéria au sud Ghana (Ifé, Bénin, Ashanti..) sont ainsi des zones qui ont connu, depuis bien longtemps, des densités de population et des niveaux d'urbanisation très supérieurs au reste de la région. Cet héritage reste vivace, et se traduit par des concentrations fortes de population qui jouxtent des espaces beaucoup moins peuplés.

13. Avant même la période coloniale, la logique initiale de peuplement a été progressivement concurrencée par une nouvelle dynamique d'échanges, fondée sur les relations avec le marché mondial *via* le commerce maritime. Ce basculement du commerce et des activités a été confirmé et renforcé par l'épisode colonial et s'est poursuivi dans la période contemporaine (postérieure aux indépendances). Il est caractérisé par un rapide développement de l'urbanisation dans les zones côtières et le développement des cultures d'exportation en zone forestière.

14. A partir des mûles de peuplement anciens (Sahel et Nigéria essentiellement), les populations ont occupé l'espace côtier et forestier et se sont largement urbanisées à l'occasion de cette migration : les espaces côtiers sont désormais plus peuplés et plus urbanisés que l'intérieur. Ce mouvement d'extraversion progressive et d'urbanisation est, dans une large mesure, conforme à une évolution historique enregistrée en bien d'autres régions du monde, même s'il a en partie été organisé et accéléré par l'épisode colonial.

15. En dépit du nombre réduit de recensements, de la médiocre fiabilité des résultats officiellement retenus et des incertitudes sur les définitions adoptées en matière de population résidente et de population urbaine, un bilan plus approfondi effectué pour la période 1960-1990 met en évidence une série de phénomènes importants à prendre en compte.

16. La croissance démographique a été très rapide : après avoir augmenté dans les années 40, le taux de croissance est resté élevé jusqu'à la période récente, où il est encore aux alentours de 2,9 %. La population de la région, de quelque 30 millions de personnes au début du siècle, est passée à 83 millions en 1960 et 195 millions en 1990.

17. La croissance de la population urbaine et du taux d'urbanisation a été encore plus rapide : le nombre des villes et la population urbaine (quelle que soit la définition retenue) ont fortement augmenté, avec une croissance moyenne de la population urbaine de l'ordre de 6.5 % sur la période pour l'ensemble de la région, et de 5.5 % hors Nigéria. En l'espace de trente ans, le taux

d'urbanisation est passé de 15 à 44 % (32 % hors Nigéria), cependant que la population urbaine croissait de 13 à 85 millions de personnes (et de 6.5 à 33 millions hors Nigéria)².

18. Cette urbanisation s'est néanmoins faite de façon relativement équilibrée entre toutes les tailles de villes : on estime ainsi que le nombre des villes (agglomérations de plus de 5000 habitants) est passé de 700 à 2500 au cours de la période.

19. La vigueur, la complexité mais aussi la souplesse des phénomènes migratoires au sein de la région ont également marqué la période. Il s'agit de migrations importantes, saisonnières, temporaires ou définitives ; de milieu rural à milieu rural ou vers le milieu urbain et, majoritairement, vers les côtes. Grâce à ces migrations, les mîles de peuplement dense se sont étalés et une partie des zones précédemment vides a progressivement été occupée. Le meilleur exemple dans ce domaine est celui de la Côte d'Ivoire, pays encore peu peuplé en 1960 et qui compte aujourd'hui plus d'un tiers d'émigrés dans sa population.

20. Les stratégies officielles des pays ont eu un impact notable sur l'orientation et l'importance des flux migratoires : tous les pays côtiers n'ont pas eu la même stratégie pour l'accueil des migrants, ni même la même stratégie de mobilité interne ; depuis 1960, le Ghana et la Guinée ont accueilli beaucoup moins de migrants qu'ils n'auraient pu le faire, du fait de politiques volontairement (Ghana) ou involontairement (Guinée) défavorables ; ces deux pays ont également eu des taux de croissance urbaine très inférieurs à la moyenne régionale.

21. Les quelques données disponibles incitent à penser qu'un ralentissement des mouvements migratoires et de l'urbanisation s'est opéré ces dernières années ; cette tendance, si elle est confirmée, souligne l'interdépendance entre les dynamiques économiques et démographiques.

22. Les trente dernières années ont donc vu la structure du peuplement de la région subir de profondes mutations. Ces mutations ne sont pas terminées et, d'une façon ou d'une autre, la restructuration du peuplement est appelée à continuer. Il est donc particulièrement important de comprendre les logiques économiques, spatiales et sociales auxquelles elle a obéi. La section suivante est ainsi consacrée à une première identification des interactions entre peuplement, croissance économique, occupation de l'espace et transformations socio-politiques.

IMPLICATIONS ECONOMIQUES ET SOCIALES DE L'EVOLUTION DU PEUPLEMENT

Peuplement et économie

23. On doit avant tout souligner l'extrême faiblesse (quantitative mais surtout qualitative) des données économiques disponibles. Les comptes nationaux ne reflètent que très imparfaitement la contribution du secteur informel, dont le poids relatif s'accroît avec l'urbanisation et ignorent par

² Les données démographiques concernant le Nigéria sont très incertaines. Le taux d'urbanisation actuel, qui semble dépasser 50 %, a été estimé à partir d'un échantillon de 60 grandes villes dont la population a pu être déduite des premiers tableaux de résultats du dernier recensement. Ce taux d'urbanisation et les taux de croissance urbaine correspondants doivent être considérés sous toutes réserves.

définition l'"économie non enregistrée"³, dont l'importance grandit avec la crise. La comparaison des performances économiques des 19 pays de la région est d'autre part rendue complexe par les fluctuations des parités monétaires et par les distorsions résultant de la conversion agrégats en prix constants.

24. Les travaux de première boucle suggèrent quelques pistes pour surmonter ces obstacles : pour un petit nombre de pays et à titre d'exemple, essai d'une évaluation de l'économie réelle (incluant le secteur informel et l'économie non enregistrée) de manière à comprendre pourquoi et comment les individus vivent là où ils sont ; utilisation d'agrégats en volume, dans les domaines où c'est possible (principalement l'agriculture) ; utilisation d'indicateurs et de ratios sans dimension monétaire ; utilisation des agrégats en parité de pouvoir d'achat issus du projet ICP (International Comparison Project).

25. Les statistiques disponibles sur une trentaine d'indicateurs démographiques, économiques et sociaux semblent indiquer que les pays de la région ont tous progressé en matière de développement au cours des trente dernières années, bien qu'à des rythmes variés et parfois très faibles. Ces progrès sont certes plus lents que dans d'autres régions du monde et se sont faits au prix d'un fort accroissement de la dépendance vis-à-vis de l'extérieur. Mais il convient de se rappeler que, à la différence des autres régions en développement, la plupart des Etats de la région issus des indépendances n'avait au départ aucune expérience de l'organisation et de la gestion publique moderne. Ces jeunes Etats ont accompli en une génération des progrès que les pays aujourd'hui développés ont mis des siècles à accomplir. Cette remarque n'est pas destinée à masquer les graves insuffisances de la gestion des affaires publiques dont souffrent de nombreux pays de la région, mais à remettre ces questions en perspective historique.

26. Les changements de la structure du peuplement au cours des trente dernières années ont incontestablement eu d'importantes répercussions sur les structures et le fonctionnement des économies de la région. La division du travail et la monétarisation qui ont en grande partie résulté des migrations et de l'urbanisation apparaissent, sur la longue durée, comme des conditions nécessaires, mais évidemment pas suffisantes, de la modernisation des économies et de l'accroissement de la productivité et de la compétitivité de la région. Sans ces évolutions, il est bien difficile d'imaginer que la région ait pu connaître et puisse *a fortiori* connaître dans l'avenir quelque forme de développement économique et social, autre qu'autarcique (et donc insoutenable au plan des relations internationales) et au mieux homothétique (tant que les densités de peuplement n'excèdent pas les capacités du milieu). Il convient donc de s'interroger sur les implications macroéconomiques de l'urbanisation.

Les villes ont un poids croissant dans l'économie régionale

27. L'analyse des grands agrégats officiels confirme l'importance croissante du milieu urbain dans l'économie régionale. Les villes, qui contribuaient pour 36 % au produit régional brut en

³ On appelle ici secteur informel l'ensemble des activités non agricoles qui ne relèvent pas du secteur public ni du secteur privé "moderne" dont les établissements sont formellement constitués. On appelle économie non-enregistrée l'ensemble des activités et transactions de toute nature qui échappent de fait ou délibérément à la saisie statistique et ne sont pas prises en compte dans les comptes économiques.

1960, en assurant aujourd'hui 66 %. En période de croissance, près de 80 % de la croissance du produit régional brut s'effectuent dans le milieu urbain.

28. Au cours des trois dernières décennies, pendant lesquelles la population urbaine totale a sextuplé, on constate que la valeur ajoutée moyenne par habitant urbain a progressivement décru, mais est restée trois à quatre fois plus élevée que la valeur ajoutée moyenne par habitant rural.

Les ressorts de l'économie urbaine

29. L'économie urbaine est composée de deux "secteurs" distincts : le secteur public et le secteur privé "moderne", d'une part ; le secteur "informel" d'autre part. Ce dernier secteur semble regrouper aujourd'hui près des deux tiers de la population urbaine totale, contre la moitié en 1960. En moyenne pour l'ensemble de la région hors Nigéria, la "productivité" (au sens de la valeur ajoutée moyenne par habitant) du secteur informel et du secteur moderne urbain sont respectivement de l'ordre du double et du décuple de la productivité du secteur agricole.

30. Sur la longue durée, la productivité de chacun des deux secteurs non agricoles informel et moderne, qui sont à majorité urbains, a certes fluctué avec la conjoncture, mais a globalement peu varié en comparaison des autres indicateurs. Hors Nigéria, la productivité moyenne du secteur moderne a baissé de 15 % en trente ans (essentiellement du fait de la crise des années 1980), cependant que la productivité du secteur informelle est aujourd'hui pratiquement égale à celle de 1960. Cette faible décroissance ou stagnation de la productivité moyenne de chacun des deux secteurs non agricoles ne doit pourtant pas être interprétée comme un signe de stagnation de l'économie urbaine. Même si on constate souvent une contraction et parfois une véritable faillite de pans entiers du secteur "moderne", le simple fait que l'arrivée massive et continue de migrants pauvres dans les villes n'ait pas entraîné une baisse significative de la productivité ni une paupérisation marquée de la population du secteur informel urbain, qui constitue plus de la moitié de la population urbaine, prouve que la plupart des migrants a pu s'adapter aux contraintes de l'environnement urbain et accroître sa productivité pour faire face aux besoins, plus élevés, de la vie en milieu urbain.

31. Plus généralement, de nombreux individus ont migré d'un pays, d'une région ou d'un milieu à faibles opportunités vers un milieu offrant des opportunités plus grandes. En raison de l'inadéquation du peuplement ancien à l'économie d'échanges nouvelle, la plus évidente des stratégies qui s'offrent à ceux qui aspirent à un niveau de revenus plus élevé est en effet de se déplacer ! La manifestation la plus visible de la croissance dans la région a donc été, sur la période, la restructuration du peuplement et non la croissance de la productivité individuelle dans chaque secteur.

32. En acceptant les contraintes de la vie urbaine, les migrants sont entrés, difficilement et progressivement, dans la division du travail et ont par là contribué à la croissance économique, selon un processus cumulatif : la division du travail profite de la densité urbaine, favorise le développement du marché, impose des apprentissages, génère des revenus et renforce le pouvoir d'attraction des pôles.

33. Pour fonctionner, ce processus nécessite d'être entretenu par un "moteur", combinaison d'activités privées et d'investissements des pouvoirs publics, qui opèrent les prélèvements et les redistributions nécessaires pour administrer le territoire, mettre en place les infrastructures et équipements collectifs requis pour l'accueil de populations croissantes et permettre le développement des activités.

34. A contrario, lorsque le cadre physique et politique dans lequel opèrent les agents économiques se dégrade et pénalise leur activité (comme cela a été le cas de la Guinée et du Ghana dans les années 1970), ou lorsque l'économie moderne (privée et publique) est affectée par une crise durable, comme c'est le cas aujourd'hui dans de nombreux pays, la population s'adapte en stoppant les migrations voire en retournant à son milieu d'origine, avec lequel les liens n'ont d'ailleurs jamais été coupés. Ces retours en arrière sont néanmoins redoutables ; ils peuvent avoir souvent un effet cumulatif inverse et déstabilisant.

35. L'installation dans la région de quelque 40 millions de ruraux et de 70 millions d'urbains supplémentaires en trente ans a nécessité une masse d'investissements d'accueil des populations et des activités correspondantes (investissements publics de fonction locale et investissements immobiliers) dont le montant total cumulé sur les trois décennies dépasse probablement la centaine de milliards de dollars - non compris les infrastructures et équipements de fonction régionale et nationale et les investissements productifs proprement dits. Ce montant est du même ordre de grandeur que celui du produit régional brut actuel.

36. Cet investissement de fonction locale, public et privé, n'a pu être totalement autofinancé par l'épargne des établissements humains concernés, et en particulier des villes. Il a nécessité d'importants transferts de ressources au profit des zones en voie de peuplement et surtout des villes. Une partie de ces transferts a été fournie par l'aide extérieure, mais la majeure partie est issue de "prélèvements" opérés sur le reste de l'économie (via la taxation du commerce extérieur) et sur l'agriculture en particulier.

37. Pour autant, ces prélèvements sur l'agriculture ne se sont pas effectués sans contrepartie puisqu'ils ont contribué à l'émergence d'un marché régional, principalement constitué de consommateurs urbains, permettant aux agriculteurs - en plus des produits d'exportation - de vendre de plus en plus de produits vivriers, combustibles et autres produits d'origine rurale.

L'agriculture conquiert peu à peu les marchés régionaux

38. On relève souvent que l'offre agricole n'a pas suivi la demande régionale, le volume des importations alimentaires ayant cru rapidement. La production agricole, exprimée en calories et toutes productions confondues, a effectivement cru légèrement moins vite que la population totale, mais plus vite, tout de même, que la population agricole. Faut-il voir là le signe d'une incapacité fondamentale des producteurs ruraux à répondre à la demande urbaine ? Cette hypothèse, souvent avancée, ne semble pas totalement fondée.

39. En prenant soin de traiter séparément les deux milieux, urbain et rural, on observe que les importations alimentaires par habitant dans chacun de ces deux milieux ont peu varié depuis trente ans. La croissance du déficit alimentaire est plutôt liée à la proportion croissante de citadins dans

la population. Les citoyens aspirent à des mets variés, bon marché et faciles à préparer, que le secteur agro-alimentaire régional n'est pas toujours en mesure de leur fournir, ce qui se traduit donc par un recours accru aux produits importés.

40. L'offre agricole (exprimées en calories) n'a pourtant pas tellement décroché en termes quantitatifs, puisque les quantités produites restent voisines de celles consommées : le retard de production était d'un an vers 1960 ; il a atteint un maximum de quatre ans en 1980 ; il est aujourd'hui de l'ordre de trois ans (c'est-à-dire que la région produit en 1992 l'équivalent de ses besoins en calories de 1989). Ce retard est plutôt un retard qualitatif, qui traduit une certaine difficulté d'adaptation de l'agriculture et du secteur agro-alimentaire régionaux aux changements très rapides résultant de l'urbanisation et aux modifications, tout aussi inéluctables, des comportements alimentaires qui l'accompagnent. Il n'est toutefois pas inutile de rappeler que, pendant la période d'accélération de la croissance urbaine du 19^{ème} siècle, les pays d'Europe ont eux aussi connu des déficits alimentaires importants.

41. Un autre problème, tout aussi fondamental que le décalage offre-demande, est le type de croissance agricole de la région. Jusqu'à présent, la croissance de la production agricole n'a globalement pas été accompagnée par une transformation des techniques agricoles. L'agriculture actuelle, sauf sur des superficies limitées ou dans des zones très denses, est restée essentiellement minière, c'est à dire qu'elle utilise les ressources naturelles sans autre compensation que le renouvellement naturel de ces dernières. Une telle agriculture n'a pu alimenter un marché urbain rapidement croissant qu'aux dépens des espaces de forêt et des jachères, ce qui entraîne localement une dégradation de l'environnement et un danger croissant d'épuisement des terres.

42. Un approvisionnement durable d'une population urbaine approchant ou dépassant celle des campagnes (ce qui est probablement déjà le cas au Nigéria) implique l'émergence d'exploitations pratiquant une agriculture différente, où des apports de fertilisants compensent les prélèvements sur le "capital naturel". Pour financer ces intrants et les investissements nécessaires, les agriculteurs ont besoin de revenus monétaires croissants. Sur la longue durée, la croissance continue de la taille du marché régional par agriculteur, qui varie comme le rapport entre le nombre de consommateurs et le nombre de producteurs, ou, pour simplifier, comme le rapport entre le nombre d'urbains et de ruraux, est une condition nécessaire de cette croissance continue et soutenable des revenus monétaires des agriculteurs. Tant que le taux d'urbanisation est faible et que la demande urbaine effective est aléatoire, d'un ordre de grandeur inférieur aux variations de la production résultant des fluctuations climatiques, et peu accessible, cette demande urbaine a peu d'effets sur les agriculteurs, dont la stratégie de production reste dictée par les besoins locaux. Mais l'expérience des pays les plus urbanisés comme le Nigéria et la Côte d'Ivoire montre que, lorsque l'environnement physique et institutionnel est favorable, les agriculteurs saisissent les opportunités nouvelles offertes par le marché.

43. Sur la longue durée, l'évolution de l'agriculture est donc étroitement dépendante du processus d'urbanisation. La capacité de la région à satisfaire la demande alimentaire totale dépendra de plus en plus du développement d'une agriculture produisant essentiellement pour le marché, organisée pour le marché et fournissant d'importants surplus. L'urbanisation n'est certes pas, à elle seule, suffisante pour déclencher la modernisation de l'agriculture mais, dans un contexte de politiques favorables, elle constitue une condition et une opportunité majeure pour cette modernisation.

Peuplement et structuration de l'espace

44. La localisation respective des populations urbaines et rurales et l'organisation des réseaux de transport sont déterminants pour comprendre l'intensité des relations d'échange et les évolutions qu'entraînent ces échanges dans les deux milieux. L'analyse menée dans la première boucle cherche à mieux prendre en compte les divers paramètres qui influent sur les mouvements de population, la façon dont ces paramètres ont joué jusqu'à présent sur la mobilité et leurs conséquences sur le fonctionnement de la région.

Organisation spatiale du peuplement rural : conditions naturelles et proximité du marché

45. Le peuplement résulte, à un moment donné et en première approximation, de la combinaison de trois facteurs principaux : l'héritage historique ; les conditions naturelles (sols et climats) ; enfin l'influence des marchés (mondiaux et locaux), transmise dans l'espace par les réseaux de transport.

46. Une première modélisation de la relation économique entre la géographie urbaine et les densités de peuplement rural, via les réseaux de transport et l'intensité de la relation des producteurs au marché régional, révèle une nette corrélation entre les densités de population rurale et l'intensité de la relation au marché, dans toutes les zones climatiques. Ainsi, nonobstant la persistance des mûles de peuplement ruraux anciens, les forces du marché jouent aujourd'hui un rôle essentiel dans la répartition des populations rurales. Les facteurs physiques (climat, sols) ont certes une influence sur la capacité de charge humaine des divers terroirs, mais ils semblent avoir une moindre incidence sur les dynamiques de redistribution du peuplement rural sauf à partir d'un certain seuil de densité ; la dynamique de répartition des populations rurales semble donc devoir dépendre de plus en plus de l'évolution de la structure du marché régional.

Répartition spatiale des activités économiques : forte concentration dans les pays côtiers

47. Une autre analyse intéressante est celle de la distribution de l'activité économique dans l'espace régional. Cette analyse montre que le PIB moyen par habitant varie dans un rapport de 1 à 3 entre pays, mais de 1 à 7 et même 10 entre régions de certains pays. Les pays à forte mobilité et qui ont bénéficié de politiques actives d'aménagement et d'équipement du territoire ont des disparités internes modérées, cependant que les disparités les plus faibles, de l'ordre de 1 à 3, sont caractéristiques de pays à faible dynamisme urbain et faible croissance économique.

48. On constate que la plus grande part du PIB régional est concentrée dans quelques espaces fortement urbanisés. On peut ainsi identifier dans la région comme un ensemble de zones centrées sur des pôles urbains ou un système de villes interconnectées, étendant leur influence sur leur hinterland, et séparées les unes des autres par un espace interstitiel moins intégré, dont les niveaux d'échanges et d'activité sont nettement plus faibles. Les plus dynamiques de ces zones urbano-centrées sont situées près des côtes et aux noeuds des réseaux d'infrastructures.

49. Le basculement des relations extérieures de l'Afrique de l'ouest vers l'Atlantique a ainsi amorcé un phénomène cumulatif de grande force au profit des zones forestières et côtières : croissance urbaine liée aux échanges extérieurs, développement du marché intérieur, accroissement du revenu moyen, aménagement de l'espace, équipement des cadres de vie... Ces évolutions ont été beaucoup plus rapides dans les zones côtières que dans le reste de la région. Mais la dernière décennie a vu un ralentissement de ce processus.

Commerce intra-régional

50. Le commerce régional est apparemment encore peu développé, mais les données officielles ne reflètent qu'une partie de la réalité ; l'activité commerciale transfrontalière non enregistrée et le commerce, frontalier ou régional, lié aux disparités des politiques économiques et monétaires des Etats, représentent souvent des flux importants qui n'apparaissent pas dans les statistiques du commerce intra-régional officiel. Le commerce régional de réexportation des importations du marché mondial est plus important que les échanges de marchandises produites régionalement. Il se peut que le niveau de l'urbanisation soit encore globalement trop faible et trop concentré pour que l'ensemble des territoires exploitables de l'Afrique de l'ouest soit pris dans les mailles d'un marché régional stable et actif, d'autant que les coûts élevés du transport terrestre entraînent une décroissance rapide de l'influence des marchés urbains : les zones d'approvisionnement des différents marchés sont encore, en règle générale, disjointes.

51. Le Nigéria fait, dans une grande mesure, exception à cette règle, en raison d'un peuplement et d'un réseau urbain très denses (le processus d'urbanisation Nigéria semble être en avance de vingt ans sur celui du reste de la région), notamment dans sa partie sud. Quoique les effets de cette "avance" soient difficiles à distinguer dans la comptabilisation très imparfaite des activités réelles, on peut se demander si la situation de ce pays n'offre pas, d'une certaine façon, une image anticipée de l'évolution d'autres parties de la région, du moins en termes d'effets d'un peuplement dense et d'une forte urbanisation.